

No. 36218

**France
and
The Former Yugoslav Republic of Macedonia**

**Agreement on cultural, educational, scientific and technical cooperation between the
French Government and the Macedonian Government. Paris, 29 January 1998**

Entry into force: 1 January 1999 by notification, in accordance with article 15

Authentic texts: French and Macedonian

Registration with the Secretariat of the United Nations: France, 4 November 1999

**France
et
Ex-République yougoslave de Macédoine**

**Accord de coopération culturelle, éducative, scientifique et technique entre le
Gouvernement français et le Gouvernement macédonien. Paris, 29 janvier 1998**

Entrée en vigueur : 1er janvier 1999 par notification, conformément à l'article 15

Textes authentiques : français et macédonien

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : France, 4 novembre 1999

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD DE COOPÉRATION CULTURELLE, EDUCATIVE, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ET LE GOUVERNEMENT MACÉDONIEN

Le Gouvernement français et le Gouvernement macédonien ci-après dénommés les Parties,

Respectueux des principes de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à Helsinki (CSCE), de la Charte de Paris pour la nouvelle Europe ainsi que des documents de l'organisation sur la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) ;

Convaincus de l'importance de leur coopération pour une compréhension mutuelle entre les peuples, pour une meilleure connaissance réciproque dans le cadre de l'espace culturel européen ;

Désireux de développer cette coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la technique, des sciences et des technologies et de promouvoir la connaissance de la langue de l'autre Partie ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1

Les deux Parties développent leur coopération dans le domaine de la culture, de l'éducation, de la technique, des sciences et des technologies.

Article 2

Chacune des Parties favorise la diffusion de la culture de l'autre Partie sur son territoire.

Chacune des Parties facilite les contacts entre personnalités du monde intellectuel et artistique de l'autre Partie et soutient la coopération entre experts de la gestion culturelle, de la formation aux métiers de la culture et du patrimoine.

Les deux Parties favoriseront la coopération et les échanges entre les institutions et les milieux professionnels des deux pays (bibliothèques, éditeurs, traducteurs, libraires, auteurs).

Elles soutiennent la collaboration en matière de protection des droits des créateurs (droits d'auteurs et droits voisins).

Elles favorisent les échanges de manifestations artistiques (théâtre, musique, danse, arts plastiques, et autres). Elles privilégient les coproductions, les rencontres d'artistes et de professionnels de la culture, ainsi que les actions de formation dans le domaine artistique notamment par l'organisation de stages ou l'attribution de bourses d'études.

Elles aident et favorisent toute forme de coopération entre les archives, les musées, les bibliothèques et autres institutions culturelles en facilitant l'accès à leurs fonds aux spécial-

istes et chercheurs de l'autre État. Ces facilités sont mutuellement accordées dans le cadre des réglementations en vigueur dans l'autre État et peuvent faire éventuellement l'objet d'accords particuliers entre les établissements spécialistes intéressés.

Les deux Parties favorisent toute forme de coopération dans le domaine de la protection et de la préservation du patrimoine culturel.

Article 3

Les Parties encouragent l'activité des établissements culturels existants, ou qui viendraient à être ouverts sur leur territoire respectif par l'autre Partie tels que centres culturels et de coopération, centres de documentation, bibliothèques-médiathèques, alliances françaises et prennent, dans le cadre de leur législation et de leur réglementation nationale, toutes les dispositions susceptibles de faciliter leur fonctionnement.

Article 4

Chaque Partie encourage l'enseignement et la diffusion sur son territoire de la langue de l'autre Partie. Les deux Parties concourent à toutes formes de coopération dans le domaine de l'éducation comme :

Les activités de lectorats de français et de macédonien ;

La participation, dans le cadre d'une coopération universitaire, d'étudiants et de spécialistes à des cours et séminaires de langue et littérature française et macédonienne ;

L'échange d'élèves et d'étudiants ;

La coopération entre établissements scolaires, notamment dans le cadre d'appariements ;

La coopération entre établissements d'enseignement supérieur ;

L'échange d'informations et de publications scientifiques et pédagogiques ;

Le développement de l'enseignement du français en Macédoine, notamment par les moyens audiovisuels, et celui des filières bilingues à tous les niveaux du système éducatif ;

La collaboration en matière de rédaction de manuels et de méthodes d'apprentissage du français ;

La coopération éducative en matière d'organisation et de gestion du système éducatif ainsi qu'en matière de formation de formateurs et d'enseignement à distance ;

La coopération en matière de formation professionnelle et d'enseignement technique ;

La coopération dans le domaine de la recherche linguistique et de la traduction-interprétariat.

Les Parties encouragent la validation réciproque des acquis des études effectuées dans les établissements d'enseignement supérieur des deux pays. Elles encouragent à cet effet les accords entre les universités des deux pays.

Chacune des Parties facilite l'enseignement complémentaire en langue maternelle destiné aux enfants des ressortissants de l'autre Partie résidant temporairement sur son terri-

toire. Les Parties s'informeront réciproquement des modalités particulières à ces enseignements.

Article 5

Considérant l'enjeu culturel que constitue le développement des télévisions et radios publiques et privés de qualité, les Parties conjuguent leurs efforts pour permettre la diffusion de programmes français en Macédoine, notamment ceux de RFI, TV5 et CF1. Elles attachent un intérêt particulier à la formation et encouragent les échanges directs entre organismes et professionnels de la télévision et de la radio.

Les deux Parties se félicitent du développement depuis 1996 de la présence de programmes audiovisuels éducatifs français à la télévision et à la radio.

Elles facilitent les échanges dans le domaine du journalisme, en particulier en matière de formation professionnelle.

Elles favorisent la coopération dans le domaine cinématographique, de l'art vidéo et du multimédia.

Article 6

Les Parties encouragent la coopération entre leurs communautés scientifiques, leurs institutions scientifiques, y compris universitaires, et leurs institutions à vocation technologique dans des domaines d'intérêt réciproque concernant aussi bien les sciences exactes et appliquées, la technologie que les sciences humaines et sociales.

A cet effet elles favorisent en particulier les actions suivantes :

Les échanges de scientifiques, de personnels techniques et d'experts ;

Les séjours de recherche et à vocation technologique ;

L'organisation de conférences, colloques et rencontres d'experts ;

Les liens directs entre laboratoires ;

La réalisation de projets de collaboration scientifique et technologique ;

Les échanges d'information et de documentation scientifique et technique ;

Les mesures permettant d'assurer, en conformité avec leur législation et réglementation nationales, une répartition équitable des droits de propriété intellectuelle, lorsque la diffusion et/ou l'exploitation des résultats des travaux conduits en commun dans le cadre de la coopération instituée par le présent accord sont de nature à conférer de tels droits. Les modalités de répartition de ces droits peuvent faire l'objet d'arrangements particuliers.

Article 7

Les Parties poursuivent une coopération aussi étroite que possible dans des domaines techniques selon les priorités établies d'un commun accord.

La Partie française est disposée à apporter son concours tant en matière de coopération administrative que d'appui à la réforme de l'économie, en particulier dans le secteur agricole, agro-alimentaire et dans le domaine du tourisme.

Ce concours peut prendre la forme d'expertises, de conseil et de formation, sur place ou en France. Des mises à niveau linguistique sont organisées, en tant que de besoin, à l'intention des futurs stagiaires.

Article 8

Les Parties encouragent les échanges de jeunes, tant dans les domaines culturel que sportif. Elles mettent l'accent sur la formation des jeunes et sur les contacts directs entre organisations gouvernementales et non gouvernementales.

Elles favorisent la participation des jeunes aux stages organisés par l'autre Partie.

Article 9

Dans le cadre de l'application de cet Accord, chacune des Parties poursuit une politique d'attribution de bourses d'études et de stages de formation et assure sur son territoire, les conditions adéquates pour permettre aux nationaux de l'autre Partie de mener des études ou des recherches ou de parfaire leur formation.

Article 10

Les Parties souhaitent que se développent les diverses formes de la coopération décentralisée entre collectivités territoriales des deux pays dans le cadre de leur législation nationale : échanges d'expérience, mise en oeuvre de programmes de coopération en commun, jumelages.

Article 11

Dans le cadre de la coopération organisée par le présent Accord, les Parties se concertent pour soumettre des projets d'intérêt commun dans le cadre de programmes multilatéraux, notamment ceux de l'Union Européenne, du Conseil de l'Europe, de la Banque Mondiale et des organes des Nations-Unies.

Article 12

Les Parties conviennent qu'un groupe de travail peut se réunir, en tant que de besoin, afin de faire le bilan général des échanges effectués, de dégager les priorités et les orientations de la coopération à venir, de proposer un programme d'action pluriannuel dans les différents domaines tant en ce qui concerne les orientations générales que les modalités pratiques de son exécution et d'examiner, si nécessaire, les problèmes que pourrait poser la mise en oeuvre du présent Accord.

Article 13

Dans le cadre de leur réglementation respective, les Parties s'efforcent de créer les conditions favorables à l'entrée sur leur territoire, au séjour, aux déplacements et aux activités des participants aux échanges prévus par le présent Accord. Elles s'emploient à faciliter la circulation des biens nécessaires à la réalisation de leur coopération.

Les Parties définissent sous la forme d'un arrangement administratif entre leurs administrations compétentes les modalités d'accueil et de séjour des personnes impliquées dans la mise en oeuvre du présent Accord pour des séjours de longue durée (enseignants, experts et autres).

Article 14

Les activités prévues par le présent Accord sont menées dans le cadre et la limite des ressources budgétaires de chacune des deux Parties.

Article 15

Chacune des Parties notifie à l'autre l'accomplissement des procédures requises par sa Constitution et sa législation nationale pour l'entrée en vigueur du présent accord ; celui-ci prend effet le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière de ces notifications.

Le présent accord est conclu pour une durée de cinq ans. Sa validité sera prorogée par tacite reconduction de cinq ans en cinq ans, sauf si l'une des Parties notifie à l'autre, par écrit et avec un préavis d'un an avant l'expiration de la période de validité en cours, sa décision de le dénoncer.

Fait à Paris, le 29 janvier 1998, en double exemplaire original chacun en langues française et macédonienne les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement Français :

HUBERT VEDRINE
Ministre des Affaires étrangères

Pour le Gouvernement Macédonien :

SLOBODAN UNKOVSKI
Ministre de la Culture

**СПОГОДБА
ЗА
КУЛТУРНА, ОБРАЗОВНА, НАУЧНА И ТЕХНИЧКА
СОРАБОТКА
МЕЃУ ФРАНЦУСКАТА ВЛАДА
И
МАКЕДОНСКАТА ВЛАДА**

Француската Влада
и
Македонската Влада

во натамошниот текст наречени: Договорни страни,

- почитувајќи ги принципите од Завршниот документ на Конференцијата за европска безбедност и соработка, одржана во Хелсинки (КЕБС), Париската повелба за нова Европа, како и документите на Организацијата за безбедност и соработка во Европа (ОБСЕ);

- уверени во значењето што нивната соработка го има за подобро запознавање меѓу народите, за подобро меѓусебно разбирање во рамките на европскиот културен простор;

- со желба да ја развиваат таа соработка во областа на културата, образованието, техниката, науката и технологијата и да го унапредуваат познавањето на јазикот на другата Договорна страна;

се договорија за следниово:

Член 1

Двете Договорни страни ја развиваат соработката во доменот на културата, образованието, техниката, науката и технологијата.

Член 2

Секоја од Договорните страни на својата територија го поттикнува ширењето на културата на другата Договорна страна.

Секоја од Договорните страни ги олеснува контактите меѓу личностите од кругот на интелектуалците и уметниците на другата Договорна страна и ја поддржува соработката меѓу стручњациите кои раководат со културата, кои се занимаваат со образование на кадри во областа на културата и културното наследство.

Двете страни ќе ја поттикнуваат соработката и размената меѓу институциите и професионалните средини од двете земји (библиотеки, издавачи, преведувачи, книжари, автори).

Тие ја поддржуваат соработката во областа на заштитата на правата на творците (авторските и сродни права).

Тие ја поттикнуваат размената на уметнички манифестации (театар, музика, балет, ликовна уметност и друго). Тие им даваат привилегирано место на копродукциите, средбите меѓу уметниците и професионалците во културата, како и на акциите за образование на кадри во областа на уметноста, посебно преку организирање на престои за усовршување или доделување на стипендии.

Тие ги помагаат и поттикнуваат сите форми на соработка меѓу архивите, музеите, библиотеките и другите културни институции, олеснувајќи им го на стручњациите и истражувачите од другата држава пристапот до нивните фондови. Тоа олеснување е заемно и е во рамките на прописите кои се во сила во другата држава и евентуално може да биде предмет на посебни спогодби меѓу заинтересираните специјализирани установи.

Двете Договорни страни ги поттикнуваат сите видови соработка во областа на заштитата и зачувувањето на културното наследство.

Член 3

Договорните страни ја поттикнуваат активноста на постојните културни установи или на оние кои ќе бидат отворени на нивната територија од другата Договорна страна, како што се: културните центри и центрите за соработка, центрите за документација, библиотеките, медијатеките, француските алијанси и, во рамките на нивното национално законодавство и нивните прописи, ги преземаат сите мерки со кои може да се олесни нивното функционирање.

Член 4

Секоја Договорна страна го поттикнува изучувањето и ширењето на јазикот на другата Договорна страна на својата територијата. Двете договорни страни учествуваат во сите видови соработка во областа на образованието, како што се:

- активностите на лекторатите за француски и македонски јазик;
- учеството, во рамките на универзитетската соработка, на студенти и стручњаци на курсеви и семинари за француски и македонски јазик и литература;
- размената на ученици и студенти;
- соработката меѓу училишни установи, посебно преку нивното поврзување;
- соработката меѓу установи од високото образование;
- размената на информации и научни и педагошки публикации;
- развојот на наставата по француски јазик во Македонија, посебно преку аудиовизуелни средства, како и развојот на двојазична настава на сите степени од образовниот систем;
- соработката во областа на подготвувањето на прирачници и методи за изучување на францускиот јазик;
- образовната соработка во областа на организирањето и раководењето со образовниот систем, како и во областа на формирањето на кадри во образованието и образование на далечина;
- соработката во областа на професионалното и стручното образование;
- соработката во областа на лингвистичките истражувања и преведувањето (усно и писмено).

Договорните страни го поттикнуваат заемното признавање на знаењето стекнато со завршувањето на студиите во установите за високо образование на двете земји. Во таа смисла тие ги поддржуваат договорите меѓу универзитетите на двете земји.

Секоја Договорна страна го олеснува дополнителното образование на мајчин јазик за децата на државјаните на другата Договорна страна кои привремено престојуваат на нејзина територија. Договорните страни меѓусебно ќе се информираат за посебните модалитети на ова образование.

Член 5

Имајќи го предвид културното значење, овозможено со развојот на квалитетни јавни и приватни радио-телевизии, Договорните страни вложуваат заеднички напори за да овозможат ширење на програмите на француски јазик во Македонија, посебно оние на РФИ, ТВ5 и ЦФИ. Тие покажуваат посебен интерес за стручното усовршување на кадрите и ја поттикнуваат директната размена меѓу радио-телевизииските установи и професионалци.

Двете Договорни страни изразуваат задоволство од развојот на француските аудио-визуелните образовни програми на радиото и телевизијата од 1996 година.

Тие ја олеснуваат размената во областа на новинарството, посебно во доменот на стручното усовршување.

Тие ја унапредуваат соработката во областа на кинематографијата, видеото и мултимедиумите.

Член 6

Договорните страни ја поттикнуваат соработката меѓу нивните научни здруженија и научни институции, вклучувајќи ги и универзитетските институции, како и нивните институции од технолошки карактер во областите кои се од заеден интерес, а се однесуваат на егзактните и применетните науки, технологијата и општествените науки.

За таа цел тие особено ги поттикнуваат следните активности:

- размена на научници, технички лица и експерти;
- истражувачки престој од научен или технолошки карактер;
- организирање конференции, колоквиуми и средби на стручњаци;
- директни врски меѓу лаборатории;
- реализирање на проекти за научна и технолошка соработка;
- размена на информации и научна и техничка документација;

- мерки кои овозможуваат да се обезбеди, во согласност со нивното национално законодавство и прописи, правична распределба на правата на интелектуална сопственост, кога ширењето и/или користењето на резултатите од заедничката работа во рамките на соработката востановена со оваа Спогодба, бара давање на такви права. Начинот на распределбата на тие права можат да бидат предмет на посебни договори.

Член 7

Договорните страни се стремат кон што е можно потесна соработка во техничката област и според приоритетите определени со заедничка спогодба.

Француската Договорна страна е спремна да учествува во областа на административната соработка и во поддршката на реформата на стопанството, посебно во земјоделскиот, земјоделско-прехранбениот сектор и во областа на туризмот.

Тоа учество може да биде во вид на експертизи, совети и обука, на лице место или во Франција. Ако се покаже потребно, за оние кои престојуваат заради усовршување, може да се организира јазично усовршување на соодветно ниво.

Член 8

Договорните страни ја поттикнуваат размената на млади во областа на културата и спортот. Тие ставаат акцент врз усовршувањето на младите и врз непосредните контакти меѓу владините и невладините организации.

Тие го поттикнуваат учеството на младите на курсевите за усовршување што ги организира другата Договорна страна.

Член 9

Во рамките на примената на оваа Спогодба, секоја од Договорните страни ја следи својата политика на доделување стипендии за студирање и организирање на курсеви за усовршување и на својата територија обезбедува соодветни услови за да им овозможи на државјаните на другата Договорна страна да ги следат студиите, истражувањата или да се усовршуваат.

Член 10

Договорните страни изразуваат желба одделните видови на децентрализирана соработка меѓу локалните самоуправи од двете земји да се развнваат во рамките на нивното национално законодавство: размена на искуства, програми за соработка, збратимување.

Член 11

Во рамките на соработката уредена со оваа Спогодба, Договорните страни се договараат за доставување на проекти од заеднички нитерес во рамките на мултилатералните програми, особено оние на Европската унија, Советот на Европа, Светската банка и органите на Обединетите нации.

Член 12

Договорните страни се согласуваат дека во случај на потреба може да се состане работна група со задача да подготви општ преглед на извршената размена, да ги определи приоритетите и правците на идната соработка, да предложи повеќегодишна акциона програма во разни области кои се однесуваат како на општата ориентација, така и на практичните модалитети за нејзиното спроведување, и ако е потребно, да ги разгледа проблемите кои би можеле да се појават при спроведувањето на оваа Спогодба.

Член 13

Во рамките на нивните прописи, Договорните страни вложуваат напори да создадат поволни услови за влез на нивната територија, престој, движење и активности на учесниците во размената наведена во оваа Спогодба. Тие настојуваат да го олеснат движењето на материјали потребни за реализација на нивната соработка.

Договорните страни, со административен договор меѓу нивните надлежни органи, ги утврдуваат модалитетите за прнем и престој на лицата ангажирани при спроведување на оваа Спогодба, односно наставници, експерти и други при нивниот подолг престој.

Член 14

Активностите наведени во оваа Спогодба се спроведуваат во рамките и во согласност со буџетските средства на секоја од двете Договорни страни.

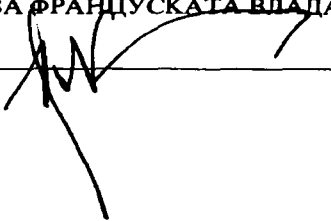
Член 15

Секоја Договорна страна ја известува другата Договорна страна за завршувањето на постапката предвидена со нејзиниот Устав и националното законодавство за влегување во сила на оваа Спогодба. Таа влегува во сила првиот ден од вториот месец по датумот на последното известување.

Оваа Спогодба е склучена за времетраење од пет години. Нејзината важност молкум се продолжува по секон пет години, освен ако една од Договорните страни ја извести другата Страна, по писмен пат и со најава од една година пред истекот на тековниот период на важење, за својата одлука да ја раскне.

Во Париз, на 29 јануари 1992 во два оригинални примероци, од кои секој на француски и македонски јазик, со тоа што и двата текста се еднакво веродостојни.

ЗА ФРАНЦУСКАТА ВЛАДА



ЗА МАКЕДОНСКАТА ВЛАДА



[TRANSLATION — TRADUCTION]

AGREEMENT ON CULTURAL, EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND TECHNICAL COOPERATION BETWEEN THE FRENCH GOVERNMENT AND THE MACEDONIAN GOVERNMENT

The French Government and the Macedonian Government, hereinafter referred to as "the Parties",

Respectful of the principles of the Final Act of the Conference on Security and Cooperation in Europe (CSCE), held in Helsinki, the Charter of Paris for a New Europe and the documents of the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE),

Convinced of the importance of their cooperation for mutual understanding among peoples and for greater mutual knowledge within the framework of the European cultural area,

Desiring to develop this cooperation in the cultural, educational, technical, scientific and technological fields and to promote knowledge of each other's language,

Have agreed as follows:

Article 1

The two Parties shall develop their cooperation in the cultural, educational, technical, scientific and technological fields.

Article 2

Each Party shall encourage the dissemination of the culture of the other Party in its territory.

Each Party shall facilitate contacts with intellectual and artistic personalities of the other Party and shall support cooperation between experts in cultural administration, in training for occupations in the field of culture and in cultural heritage.

The two Parties shall promote cooperation and exchanges between institutions and professionals of the two countries (libraries, editors, translators, booksellers and authors).

They shall support cooperation in protecting creators' rights (copyright and related rights).

They shall encourage exchanges of artistic events (including theatre, music, dance and the plastic arts). They shall place special emphasis on co-productions, meetings of artists and cultural professionals and training activities in the artistic field, for instance, the organization of practical training courses or the award of study grants.

They shall assist and encourage all forms of cooperation between archives, museums, libraries and other cultural institutions by facilitating access to their collections for specialists and researchers of the other State. Such facilities shall be accorded reciprocally within

the framework of the regulations in force in the other State and may be the subject of specific agreements between the specialized establishments concerned.

The two Parties shall encourage all forms of cooperation in the field of the protection and preservation of cultural heritage.

Article 3

Each Party shall encourage the activities of cultural establishments already existing or opened in future in its territory by the other Party, such as cultural centres, cooperation centres, documentation centres, libraries, multimedia libraries and branches of the Alliance Française, and shall, within the framework of its legislation and national regulations, take all necessary steps to facilitate their operation.

Article 4

Each Party shall encourage the teaching and dissemination in its territory of the language of the other Party. The two Parties shall work together to facilitate all forms of cooperation in the field of education, such as:

Activities of French and Macedonian foreign language assistants;

Within the framework of university cooperation, the participation of students and specialists in classes and seminars in French and Macedonian language and literature;

Exchanges of pupils and students;

Cooperation between schools, especially through twinning arrangements;

Cooperation between higher education establishments;

Exchanges of information and scientific and educational publications;

Development of the teaching of French in Macedonia, inter alia, through the use of audio-visual methods, and of bilingual education at all levels of the education system;

Cooperation in the production of textbooks and in methods of teaching French;

Educational cooperation in the organization and administration of the educational system and in teacher training and distance learning;

Cooperation in vocational training and technical education;

Cooperation in the field of linguistic research and translation and interpretation.

The Parties shall encourage the reciprocal recognition of education pursued in higher education establishments of the two countries. To that end, they shall encourage agreements between the universities of the two countries.

Each Party shall facilitate supplementary teaching in its mother tongue for children of nationals of the other Party residing temporarily in its territory. The Parties shall inform each other of the specific arrangements for such teaching.

Article 5

Considering the vital cultural importance of developing quality public and private television and radio broadcasting, the Parties shall combine their efforts to permit the broadcasting of French programmes in Macedonia, particularly RFI, TV5 and CFI programmes. They shall attach particular importance to training and shall encourage exchanges between television and radio organizations and professionals.

The two Parties welcome the growth since 1996 in the number of French audio-visual educational programmes broadcast on television and radio.

They shall facilitate exchanges in the field of journalism, particularly with regard to vocational training.

They shall encourage co-operation in the cinema, video art and multimedia fields.

Article 6

The Parties shall encourage cooperation between their scientific communities, their scientific institutions, including university-level institutions, and their technological institutions in areas of mutual interest in the pure and applied sciences, technology and the social sciences.

To that end, they shall support the following activities, in particular:

Exchanges of scientists, technical personnel and experts;

Research and technological visits;

The organization of conferences, symposia and meetings of experts;

Direct links between laboratories;

The implementation of scientific and technological cooperation projects;

Exchanges of information and of scientific and technical documentation;

Measures to ensure, in conformity with their national legislation and regulations, the equitable apportionment of intellectual property rights, when the dissemination and/or use of the results of work conducted jointly within the framework of the cooperation established by this Agreement are such as to confer such rights. The procedures for apportioning such rights may be the subject of special arrangements.

Article 7

The Parties shall pursue the closest possible cooperation in technical fields in accordance with priorities established by mutual agreement.

France is prepared to assist both in the area of administrative cooperation and in supporting the reform of the economy, particularly in the agricultural and agri-foodstuffs sectors and in the field of tourism.

Such assistance may take the form of expert services, advice and training either in Macedonia or in France. Courses shall be organized, as required, to bring the linguistic skills of future trainees up to the required level.

Article 8

The Parties shall encourage exchanges of young people in the fields of culture and sport. They shall emphasize the training of young people and direct contacts between governmental and non-governmental organizations.

They shall encourage the participation of young people in training courses organized by the other Party.

Article 9

Within the framework of the implementation of this Agreement, each Party shall pursue a policy of awarding study grants and organizing practical courses and shall ensure that the necessary conditions exist in its territory to enable nationals of the other Party to study, carry out research or complete their training.

Article 10

The Parties hope that various forms of decentralized cooperation will develop between the regional and local authorities of their two countries, within the framework of their national legislation: exchanges of experience, implementation of joint cooperation programmes and twinning arrangements.

Article 11

Within the framework of the cooperation provided for in this Agreement, the Parties shall confer on submitting projects of common interest within the context of multilateral programmes, especially those of the European Union, the Council of Europe, the World Bank and United Nations organs.

Article 12

The Parties agree that a working group may meet, as necessary, to make an overall assessment of the exchanges carried out, identify priorities and guidelines for future cooperation, propose a multi-year programme of action in the different areas covering both general guidelines and practical arrangements for its implementation, and examine, if necessary, any problems posed by the implementation of this Agreement.

Article 13

Within the framework of their respective regulations, the Parties shall endeavour to create conditions conducive to the entry into their territory and the stay, travel and activities of participants in the exchanges provided for under this Agreement. They shall endeavour to facilitate the movement of items necessary for their cooperation.

The Parties shall define, in the form of an administrative arrangement between their competent administrations, the procedures for hosting persons involved in the implementation of this Agreement who are to stay for a long time (teachers, experts and others).

Article 14

The activities provided for in this Agreement shall be conducted within the framework and limits of the budgetary resources of each of the Parties.

Article 15

Each Party shall notify the other of completion of the procedures required by its Constitution and national legislation for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the first day of the second month following the date of receipt of the latter such notification.

This Agreement is concluded for a period of five years. It shall be renewed automatically for successive five-year periods unless one Party gives written notice to the other Party, one year prior to the expiry of the current period of validity, of its decision to denounce the Treaty.

Done at Paris, on 29 January 1998, in two originals, each in the French and Macedonian languages, both texts being equally authentic.

For the French Government:

HUBERT VEDRINE
Minister for Foreign Affairs

For the Macedonian Government:

SLOBODAN UNKOVSKI
Minister for Culture

